

DOSSIER DE CANDIDATURE

Internet Sécurisé Datacenters

Avis de marché
n°ENOTICES_2021-045445-NF05-FR

Le dossier de candidature rempli, signé et complété des pièces justificatives est à déposer **exclusivement** au format électronique sur la plateforme SECOIA : <https://externe.secoia.grdf.fr/>

Contact Principal : Laurent PETOUILLAT +33 671603138
Contact Secondaire 1 : Alexandre DEPARIS +33 630014835
Contact Secondaire 2 : Sébastien ROYER +33 787010471 - sebastien.royer@grdf.fr

Au plus tard le 23/04/2021 à 15h00

A – Présentation Générale

A.1. Contexte

L'écosystème IT de GRDF a grandi en même temps qu'il se déformait et est à date constitué d'une multiplicité de modèles d'exploitation portés par de nombreux acteurs. Les technologies ont également évolué et les infrastructures de GRDF doivent s'adapter à tous ces changements. Il faut également tenir compte de la nécessité d'évoluer vers un écosystème Cloud et Green.

Ainsi, les infrastructures LAN, stockage, sauvegarde et virtualisation serveurs arrivent en fin de vie et nécessitent d'être changées.

Afin de répondre à ces besoins, GRDF a lancé un programme regroupant la mise en place de nouveaux sites d'hébergement (Datacenter) avec de nouvelles infrastructures réseaux et sécurité afin d'accueillir les nouvelles solutions de serveurs, stockage et supervision nécessaires.

Ce marché est composé de un lot unique attribuables à deux opérateurs différents et a pour objet de mettre en place et assurer le maintien en conditions opérationnelles des accès Internet (débits évolutifs de plusieurs centaines de Mb/s à plusieurs Gb/s) et des services de sécurité (type DDOS) dans les deux nouveaux Datacenters GRDF en région parisienne. En option, il pourra être demandé des accès vers des fournisseurs de Cloud public.

A.2. Objet du présent document

La consultation **Internet Sécurisé Datacenters** est passée selon une procédure négociée avec mise en concurrence préalable, en application avec l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

La procédure se déroulera en deux phases :

- Phase 1 : sélection des candidatures. Le nombre maximum de Candidats sélectionnés est fixé à sept (7) Candidats maximum.
- Phase 2 : choix de l'offre la mieux-disante appréciée au regard des critères de choix définis au règlement de la consultation. Les soumissionnaires sélectionnés à l'issue de la phase 1 seront invités à remettre une offre technique et économique après l'envoi des documents de la consultation précisant les exigences de GRDF.

Le présent dossier candidature correspond à la phase 1 de la procédure et a pour objet de sélectionner les soumissionnaires qui seront invités à participer à la phase 2 et donc à présenter une offre.

A.3. Définitions

GRDF : entité adjudicatrice acheteuse

Candidat / Soumissionnaire : toute entreprise individuelle ou groupement d'entreprises, qui entend soumettre une réponse au questionnaire de ce dossier de candidature

B. Présentation du dossier de candidature

B.1. Exigences

L'ensemble des réponses apportées dans le dossier de candidature doit concerner l'entité susceptible de participer à la consultation.

Lorsque le Candidat est un groupement d'entreprises, le présent dossier de candidature doit être complété par chacun des membres du groupement : chaque membre du groupement doit renseigner chacune des rubriques et fournir l'ensemble des documents demandés.

Le dossier de candidature remis par le Candidat devra comporter les documents suivants :

- **Le questionnaire d'informations** figurant en Point C du présent document, dûment complété, remis au format PDF ou Word, et nommé « GRDF_AO_149691_Questionnaire_[Candidat] »,
- **Les documents et attestations** demandés en Point F du présent document, nommés selon la règle et l'exemple présentés en introduction du Point F.

Points d'attention :

Les Candidats sont informés que :

- L'ensemble des réponses doivent être apportées dans le présent Dossier de candidature et respecter le formalisme énoncé dans le présent Dossier de candidature. Seules les candidatures respectant le format imposé seront examinées¹, les autres pourront être déclarées irrecevables et par conséquent rejetées.

Les candidatures doivent être remises avant la date sur la plateforme SECOIA (<https://externe.secoia.grdf.fr/>) tel que mentionné en première page du présent dossier de candidature. Les Dossiers de candidature remis en retard et/ou hors plateforme seront déclarés irrecevables et par conséquent rejetés.

Le Candidat peut éventuellement envoyer une copie de sauvegarde version clé USB à l'acheteur, à l'adresse suivante (en précisant la référence Consultation GRDF_AO_149691 – Accès Internet Data Center GRDF – acheteur référent : Laurent PETOUILLAT) :

GRDF
Direction des Achats et de l'Approvisionnement
A l'attention de Sébastien ROYER
6 rue Condorcet
75009 Paris

- GRDF attend des Candidats qu'ils remettent un Dossier de candidature complet avec l'ensemble des renseignements et documents justificatifs demandés². Si une question est sans objet, le candidat doit indiquer N/A devant la rubrique. Toute réponse incomplète pourra conduire au rejet de la candidature du candidat.
- GRDF se réserve le droit de vérifier l'ensemble des informations transmises sur le Dossier de candidature tant auprès des administrations qu'auprès des sociétés citées.

¹ Conformément à l'ordonnance du 23 juillet 2015, les Candidats ont également la possibilité d'utiliser le DUME.

² Si le Candidat a mis à disposition certains documents sur un espace de stockage, ce dernier est tenu d'en informer GRDF et de lui donner les modalités permettant d'accéder à ceux-ci. Si le Candidat a déjà transmis certains documents qui demeurent valables et qu'il ne souhaite pas les fournir à nouveau dans la présente consultation, il est également tenu d'en informer GRDF et de lui indiquer dans quel cadre et quelle consultation ceux-ci ont été fournis.

- Ces informations sont considérées comme confidentielles par GRDF qui, à ce titre, s'engage à ne pas les divulguer et à limiter leur diffusion aux seules personnes concernées.
- Les candidats ne peuvent pas se présenter à la fois en tant que membre d'un groupement momentané d'entreprise et à la fois de manière individuelle.

B.2. Critères de sélection

Conformément au nombre indiqué au **Point A** du présent dossier de candidature, les meilleures candidatures pour le marché seront retenues à la suite d'un classement établi selon les critères pondérés suivants :

- 1- Les capacités économiques et financières, à développer en Point D du présent dossier de demande de participation. Pondération 30%
- 2- Les capacités techniques et professionnelles, à compléter au Point E du présent dossier de demande de participation. Pondération 70%

Les candidats sont informés que le critère technique fait l'objet d'une note de recevabilité minimum fixée à 5/10.

B.3 Conditions de participation

Il est spécifié que les opérateurs de niveau 3 (3° tiers) ne pourront pas être retenus pour participer à la consultation.

C. Questionnaire d'informations et situation juridique

Les éléments du Point C sont demandés à titre informatif et ne font pas l'objet d'une notation. Toutefois, les Candidats sont tenus de fournir chacun des documents demandés : toute candidature incomplète pourra être rejetée.

Entreprise

Dénomination sociale	
Forme juridique	
Adresse du siège social	
Adresse de correspondance (si différente du siège social)	
N° de téléphone du siège social	
N° de télécopie	
E-Mail	
Site web	
Date de création de la société	
Capital social	
Code SIREN	
Code NAF/APE	
Appartenance à un Groupe (nom du Groupe / % détenu)	

Personne de contact / Contact commercial

Nom/Prénom	
Fonction	
Tél fixe	
Tél mobile	
E-mail	

Le Candidat fait-il l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ?

Oui Non

Si oui, fournir la copie du jugement de la procédure collective

D. Capacité économique et financière

La capacité économique et financière du Candidat sera appréciée au regard des bilans ou extraits de bilan des 3 dernières années. Le candidat devra fournir les liasses fiscales des 3 dernières années.

D.1. Données financières de la société

En €	N-3 : 31/12/2018	N-2 : 31/12/2019	N-1 : 31/12/2020
Chiffre d'Affaires Hors Taxes (CA HT)			
Chiffre d'Affaires HT concernant les services objet de la consultation			
Chiffre d'Affaires HT réalisé avec GRDF (à titre d'information)			
Résultat d'exploitation			
Dettes financières (toutes dettes confondues) (à titre d'information)			
Fonds propres (à titre d'information)			
Trésorerie nette			

D.2. Principales prestations dans le domaine concernée avec les 5 principaux clients

(A titre d'information : ces éléments doivent être communiqués à GRDF mais ne sont pas pris en compte dans l'évaluation des candidatures. Si nom du client confidentiel, remplacer par « client dans le secteur de... »)

Clients	CA en € (N-3 : 2018)	CA en € (N-2 : 2019)	CA en € (N-1 : 2020)

D.3. Activité avec GRDF

(A titre d'information : ces éléments doivent être communiqués à GRDF mais ne sont pas pris en compte dans l'évaluation des candidatures)

Missions réalisées pour GRDF (ajouter autant que nécessaire + contact de l'interlocuteur métier)	Montant du marché (en € HTVA)	Date de début du marché	Durée du marché (en mois)

D.4. Assurances

Le Candidat fournit une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle couvrant les activités professionnelles en rapport avec l'objet de la consultation.

E. Capacité technique et professionnelle

La capacité technique et professionnelle du Candidat sera appréciée au regard :

E.1. Moyens humains

Détail de l'effectif 2020 compétent pour intervenir sur les prestations objet du marché :

En nombre	N-2 : Fin 2018	N-1 : Fin 2019	N : Actuel 2020
Effectif annuel global			
Effectif annuel France			
Effectifs annuel France (internes)			
Effectifs annuel France (externes)			

Détail de l'effectif 2020 compétent pour intervenir sur les prestations objet du marché :

En nombre	Connectivité
Effectif global	
Dont SOC (Security Operation Center)	
Effectif France	
Effectifs Ile de France	

E.2. Moyens Techniques

Le candidat décrira les méthodes et outils qu'il sera susceptible de mettre en œuvre de manière très concrète pour l'exécution de la prestation objet du marché (3 pages maximum en tout).

Le candidat précisera si il est opérateur de niveau 1 (1° tiers) ou de niveau 2 (2° tiers) – il est spécifié que les opérateurs de niveau 3 (3° tiers) ne pourront pas être retenus pour participer à la consultation.

E.3. Références

Le Candidat détaillera le plus précisément possible dans le tableau fourni ci-après les références en relation avec la Consultation les plus probantes sur les trois dernières années.

A défaut de références publiables, le Candidat doit faire la preuve de ses capacités par tous moyens.

Intitulé de la prestation	
Nom du client (si non confidentiel)	
Domaine d'activité du client	
Lieu de la prestation	
Langue de travail	
Période d'exécution de la prestation	
Montant de la prestation (K€) (si non confidentiel)	

Effectif intervenants sur la prestation	
Effectifs assurant le run de la solution	
Description des prestations fournies	
dont Bande passante des accès déployés	
dont mécanismes de protection (DDos, ... ?)	
dont type d'architecture : single accès ou dual ?	
Exemple(s) de livrables clé	
Principaux Facteurs Clefs de Succès	
Difficultés rencontrées	
Préciser en quoi la référence est adaptée au contexte de la prestation	

F. Documents et attestations à joindre

Merci de joindre impérativement à votre dossier de candidature les documents listés ci-dessous. La situation du Candidat sera notamment appréciée au regard de ces documents.

Ces documents sont exigés pour le Candidat individuel ou pour chacun des membres d'un groupement.

Le Candidat est prié de cocher chaque case pour chaque document remis.

Toute demande de participation ne contenant pas ces documents et attestations sera considérée comme incomplète et pourra être déclarée irrecevable.

La règle de nommage des documents est la suivante : GRDF_AO_149691_[Code document]_[Nom court]_[Candidat].

Par exemple, la Société ABCDEF nommera le document Pouvoir d'engagement : GRDF_AO_149691_B01_Pouvoir_ABCDEF.

Les dossiers de qualification non présentés selon le formalisme demandé (y compris respect des règles de nommage des documents décrites dans le dossier de demande de participation) pourront ne pas être pris en compte.

CODE	NOM COURT	DESCRIPTION	
A01	POUVOIR	POUVOIR D'ENGAGEMENT COMPLETE, PARAPHE ET SIGNE (CF. ANNEXE G 1)	<input type="checkbox"/>
A02	EXACTITUDE	ENGAGEMENT D'EXACTITUDE DES REPONSES COMPLETE, PARAPHE ET SIGNE (CF. ANNEXE G 2)	<input type="checkbox"/>
A03	CONFIDENTIALITE	ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE COMPLETE, PARAPHE ET SIGNE (CF. ANNEXE G 3)	<input type="checkbox"/>
A04	DC2	FORMULAIRE DC2 DUMENT COMPLETE OU EQUIVALENT	<input type="checkbox"/>
A05	REDRESSEMENT	LE CAS ECHEANT, COPIE DU OU DES JUGEMENTS PRONONCES AU TITRE D'UN REDRESSEMENT JUDICIAIRE - accompagné d'une traduction si le candidat n'est pas établi en France	<input type="checkbox"/>
A06	LIASSES	LIASSES FISCALES (COMPTE DE RESULTAT, BILAN ET ANNEXES) DES 3 DERNIERS EXERCICES	<input type="checkbox"/>

DOSSIER DE CANDIDATURE - INTERNET SECURISE DATACENTERS

CODE	NOM COURT	DESCRIPTION	
A07	ASSURANCE RC	LE CAS ECHEANT, ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE COUVRANT LES ACTIVITES PROFESSIONNELLES EN RAPPORT AVEC L'OBJET DU SYSTEME DE QUALIFICATION	<input type="checkbox"/>
A08	CERTIFICATS	LE CAS ECHEANT, CERTIFICATS ET QUALIFICATIONS DONT L'ENTREPRISE PEUT SE PREVALOIR	<input type="checkbox"/>
A9	DECLARATION SUR L'HONNEUR	<p>UNE DECLARATION DUMENT DATEE ET SIGNEE SUR PAPIER A EN-TETE DU CANDIDAT POUR JUSTIFIER :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 et 48 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 (document disponible sur http://www.legifrance.gouv.fr). - qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 et L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (document disponible sur http://www.legifrance.gouv.fr). <p>cf ANNEXE G5)</p>	<input type="checkbox"/>
A 10	REGULARITE SOCIALE	LES DOCUMENTS PREVUS AUX ARTICLES D.8222-5 OU D.8222-7 ET D.8222-8 DU CODE DU TRAVAIL	<input type="checkbox"/>
A12	REFERENCES	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE SAVOIR-FAIRE ET LES REFERENCES DONT LE CANDIDAT PEUT SE PREVALOIR	<input type="checkbox"/>
A13	PRESENTATION	PRESENTATION DE L'ENTREPRISE ET DES MOYENS MATERIELS ET HUMAINS QUI SERONT UTILISES POUR LA BONNE REALISATION DE LA PRESTATION	<input type="checkbox"/>
A14	IMMATRICULATION	<p>EXTRAIT K BIS, OU EXTRAIT DU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES DE MOINS DE 3 MOIS</p> <p>POUR LES CANDIDATS ETRANGERS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Document certifiant l'inscription à un registre professionnel ou devis ou document publicitaire ou courrier professionnel, mentionnant la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature d'inscription au registre professionnel ou un document attestant de la demande d'immatriculation en cours - Document mentionnant le N° d'identification à la TVA ou l'identité et l'adresse ou, les coordonnées du représentant fiscal en France 	<input type="checkbox"/>
A15	REGULARITE FISCALE	<p>LES ATTESTATIONS ET CERTIFICATS DELIVRES PAR LES ADMINISTRATIONS ET ORGANISMES COMPETENT PROUVANT QUE LE CANDIDAT A SATISFAIT A SES OBLIGATIONS SOCIALES ET FISCALES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un arrêté ministériel fixe la liste des administrations et organismes compétents ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales devant donner lieu à délivrance du certificats - Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement. 	<input type="checkbox"/>
A16	DC1	FORMULAIRE DC1 DUMENT COMPLETE OU EQUIVALENT	<input type="checkbox"/>
A17	FINANCIER	NOTE COFACE OU ASSIMILEE	<input type="checkbox"/>

Pour information, les formulaires DC1 et DC2 peuvent être récupérés à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Les certificats doivent être établis par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

G. Annexes

G.1. Pouvoir d'engagement

Joindre un pouvoir de la personne habilitée à engager la société

Validation des Informations du Présent Questionnaire Par :	
NOM- PRENOM : _____	
EN QUALITE DE : _____	
FAIT A : _____	LE : ____/____/____
Signature :	Cachet société :

G.2. Engagement d'exactitude des réponses

Je soussigné(e), _____ agissant en qualité de _____ de la société _____ dont le siège social est à _____ inscrit au registre du commerce de _____ sous le numéro _____, garantit l'exactitude des réponses portées sur le présent dossier de participation.

Tout changement dans la nature des réponses intervenant au cours de cette affaire devra être formellement notifié à GRDF.

Cachet du Candidat

A : _____

Le : ____/____/____

Signature

G.3. Engagement de confidentialité

Nom de la Société / Groupement : _____
 ayant son siège social à : _____
 représentée par : _____
 en qualité de : _____
 dûment habilité(e) aux fins des présentes,
 ci-après désignée par : le « Candidat »,

Dans le cadre et pour les besoins du dossier « Internet Sécurisé Datacenter » mené par la Direction des achats et de l'approvisionnement de GRDF (ci-après le DOSSIER), le Candidat a accès à des informations confidentielles appartenant à GRDF et/ou concernant le DOSSIER. A ce titre, le Candidat s'engage à respecter les clauses suivantes du présent accord de confidentialité.

1. Le Candidat s'engage à prendre toutes dispositions pour garder le secret sur toutes les informations contenues dans les éléments transmis et toutes autres informations transmises au cours de la consultation (ci-après « les Informations »), à ne pas divulguer et à ne pas utiliser pour elle-même et/ou pour le compte de tiers, à une fin quelconque et de quelque manière que ce soit, ces Informations, sans l'accord préalable écrit de GRDF.
2. Le Candidat s'engage à ne pas faire état auprès de tiers de ses contacts avec GRDF concernant le sujet décrit dans les Informations sans autorisation préalable écrite de GRDF.
3. Le Candidat s'engage à prendre toutes dispositions pour garder le secret sur toutes les Informations que GRDF lui communiquera oralement au cours de leurs échanges relatifs à la consultation.
4. Les dispositions ci-dessus seront également applicables aux données et informations (écrites ou non) auxquelles le Candidat pourrait avoir accès à l'occasion de visites qu'elle pourrait effectuer dans des locaux de GRDF, où des informations sont à l'étude ou exploitées.
5. Le Candidat s'engage à ce que les Informations ne soient transmises qu'aux seuls membres de son personnel (quel que soit le contrat les liant avec le Candidat) ayant à en connaître, et ne soient utilisées par ces derniers que dans le cadre de la consultation.
6. Dans le cas où Le Candidat aurait besoin de faire appel à un tiers pour l'établissement de sa proposition ou en qualité de partenaire (sous-traitant / co-traitant) dans la remise de son offre, elle pourra lui communiquer une partie des Informations, sous réserve :
 - a. D'obtenir dudit tiers un engagement de confidentialité, de non-exploitation industrielle et commerciale et de non-revendication conforme au présent engagement ;
 - b. De faire parvenir à GRDF, en préalable à toute divulgation, une copie de l'engagement mentionné à l'alinéa a) ci-dessus.
7. En tout état de cause, le Candidat se porte fort du respect par les personnes physiques ou morales visées aux paragraphes (5) et (6) ci-dessus du respect par ces dernières des dispositions du présent engagement.
8. Aucune des présentes dispositions ne peut être interprétée comme accordant au Candidat un droit de propriété ou un privilège quelconque sur l'utilisation des Informations ; tous usages de celles-ci devront donc être subordonnés à la signature préalable d'un accord spécifique entre GRDF et le Candidat.
9. Le Candidat s'engage à restituer à GRDF ou à détruire les Informations dans les huit (8) jours à compter de la demande de restitution GRDF ou à compter de la cessation de l'engagement et à n'en garder aucune copie (et certifier par écrit avoir procédé à la destruction).
10. Les obligations au titre du présent Engagement ne s'appliquent cependant pas aux Informations pour lesquelles le Candidat pourra démontrer :
 - Qu'elles faisaient déjà partie du domaine public,
 - Qu'elles lui appartenaient en propre avant communication,
 - Qu'elles lui ont été communiquées par un tiers sans restriction quant à leur divulgation, ce tiers ne les tenant pas directement ou indirectement de GRDF.
11. La signature, l'existence et l'exécution du présent engagement seront tenues confidentielles par le Candidat.
12. Les obligations nées du présent engagement restent en vigueur pour une durée de 3 ans à compter de sa signature.
13. Le Candidat s'efforcera de régler à l'amiable avec GRDF les litiges ou différends qui pourraient résulter du présent engagement. A défaut, ils seront portés devant le Tribunal de Grande Instance de PARIS. Le droit français est applicable au présent Engagement.

Fait en un exemplaire original,
 Pour le Candidat (Nom du représentant habilité)
 Fait à : _____
 Le : ____ / ____ / ____ (signature)

G4. Déclaration sur l'honneur

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

- N'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.
- Qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 et L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés

Fait en deux exemplaires originaux, un pour GRDF, un pour le Candidat

Pour le Candidat :

A :

Le :

Signature :